

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR

UNIVERSITE POLYTECHNIQUE
DE BOBO DIOULASSO (UPB)

UNITE DE FORMATION ET DE
RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNIQUES
(UFR/ST)

Tel: 20 97 06 35 / 20 97 25 77

Site web: www.univ-bobo.bf



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE ET DE LA
DEMOGRAPHIE (I.N.S.D.)

Tel: (226) 50 47 80 51

Site Web: www.insd.bf



Rapport de stage de Licence de Statistiques et d'Informatique (LSI)

Thème :

Analyse des échanges commerciaux entre
le Burkina Faso et la Suisse de 2005 à 2013

Présenté et soutenu par :

Gaoussou TAO

Maître de stage :

M. Aziz D ILBOUDO

Directeur de mémoire :

M. Ismaël NYANQUINI

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	iv
RESUME.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL DU STAGE	2
CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET REVUE DOCUMENTAIRE	8
CHAPITRE III : MATERIELS ET METHODES	12
CHAPITRE IV : RESULTATS ET DISCUSSION.....	15
CONCLUSION	31
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32
ANNEXE	vii
TABLE DES MATIERES	ix

REMERCIEMENTS

Le stage que nous avons effectué au sein de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) a été très constructif. Ainsi la réalisation de ce document a nécessité le concours de plusieurs personnes à qui nous ne pouvons manquer d'adresser nos sincères remerciements :

- A Monsieur le directeur général de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) qui a répondu favorablement à notre demande de stage et qui a bien voulu nous accueillir dans son institut pour notre stage.
- A l'administration de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso en particulier celle de l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Techniques (UFR/ST) ainsi qu'à tout le corps enseignant de l'UFR/ST pour avoir assuré notre formation.
- A Monsieur Ismaël NYANQUINI, enseignant à l'Université Polytechnique de Bobo (UPB), qui nous a gratifiés de ses recommandations et de ses conseils lors de la rédaction de notre rapport.
- A notre maître de stage, Monsieur Aziz. D ILBOUDO, pour son encadrement et son entière disponibilité à notre endroit.
- A l'ensemble du personnel de la Direction des Statistiques et des Synthèses Economiques (DSSE) en particulier aux agents : Youssouf GUIATIN, Souleymane TRAORE et sans oublier Idrissa COULIBALY à la Direction de l'Informatique et de la Diffusion (DID) de nous avoir permis de travailler dans un cadre cordial et convivial.
- A mes camarades de classe HARO Alassane, SOW Bazoumana, TRAORE Nissi Tiéba SIENOU Abdoul Aziz, SOUGUE Madou et OUEDRAOGO Sanma-Pawindé Youssouf qui ont prêté une oreille attentive aux difficultés d'ordre technique que nous avons rencontrées et ont bien voulu partager avec nous leur expérience.
- Nos parents, frères et sœurs qui ont toujours su nous donner tout l'amour et le soutien que ce soit moral et matériel dont nous avons besoins.
- Nos amis et camarades de promotion pour les moments formidables passés ensemble ainsi que leur bonne collaboration.

Puisse chacun trouver dans cet ouvrage le résultat de ses soutiens multiformes ainsi que la marque de notre profonde reconnaissance !

LISTE DES ABREVIATIONS

ACICI	Agence de Coopération et d'Information pour le Commerce International
APE	Accord de Partenariat Economique
BC	Balance Commerciale
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CGCE	Classification par Grande Catégorie Economique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
CTCI	Classification Type pour le Commerce International
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Population
DSSE	Direction des Statistiques et des Synthèses Economiques
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
Mds	Milliards
NDA	Non Définie Ailleurs
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays Moins Avancés
PME/PMI	Petites et Moyenne Entreprises/Industries
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable
SECO	Secrétariat d'Etat à l'Economie
SSE	Service des Statistiques des Echanges
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableaux

Tableau 1 : Les rangs de la Suisse dans les échanges commerciaux du Burkina Faso.....	15
Tableau 2 : Evolution des échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse.....	15
Tableau 3 : Evolution de la part de la Suisse dans les exportations du Burkina Faso de 2005 à 2013	17
Tableau 4 : Evolution de la part de la Suisse dans les importations du Burkina Faso de 2005 à 2013	18
Tableau 5 : Les valeurs prédites du premier trimestre de 2014	19
Tableau 6 : Evolution des principaux produits échangés à l'exportation en CTCI 4.....	19
Tableau 7 : Evolution des principaux produits échangés à l'importation en CTCI 4	21
Tableau 8 : Evolution des principaux produits échangés à l'exportation en CGCE 3	21
Tableau 9 : Evolution des principaux produits échangés à l'importation en CGCE 3.....	23

Graphiques

Graphique 1 : Comparaison des exportations par rapport aux importations du Burkina Faso vers la Suisse de 2005 à 2013.....	16
Graphique 2 : Evolution de la part de la Suisse dans les exportations du Burkina Faso de 2005 à 2013	17
Graphique 3 : Evolution de la série des exportations de 2005 à 2013	18
Graphique 4 : Evolution des exportations en CTCI 4 des principaux produits échangés de 2005 à 2013	20
Graphique 5 : Evolution des exportations en CGCE 3 des principaux produits échangés de 2005 à 2013	22

RESUME

Cette étude porte sur l'analyse des échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse dans la période de 2005 à 2013. Pour ce faire, nous allons d'abord chercher la position de la Suisse dans les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur c'est-à-dire le reste du monde. Ensuite voir l'évolution réelle de ces échanges à travers l'analyse univariée des variables exportations et importations du Burkina Faso vers la Suisse. Nous les comparons pour avoir une idée sur leurs parts contributives dans les échanges globaux du Burkina Faso avec la Suisse. Les résultats nous ressort qu'elle est première (1ère) à l'exportation et dans le même temps quarante cinquième (45ème) à l'importation en moyenne sur la période d'étude. Les différentes parts contributives des exportations et des importations dans ces échanges nous montrent que la balance commerciale du Burkina Faso avec la Suisse est excédentaire. Par ailleurs, nous avons fait une prévision des exportations du Burkina Faso vers la Suisse. Mais comme les exportations ont toujours présentées une forte variation au court du temps, nos résultats ont montré la présence de tendance mais pas de composante saisonnière et ceci diminue la probabilité de réalisation de nos valeurs prédites. Cette absence de composante saisonnière est généralement due aux facteurs extérieurs qui influencent ces échanges. Aussi nous avons cherché les principaux produits échangés tout en procédant de la même manière c'est à dire ranger les produits en fonction de leurs représentativité dans les échanges et selon leurs nomenclatures. Nos résultats nous montrent que les produits exportés vers la Suisse sont l'Or, Coton, Graine et Article mais que les importations du Burkina Faso de la Suisse sont pour l'essentiel des matériaux et équipement industriels.

Nous concluons en discutant sur les différents résultats observés et aussi sur les avantages que procurent ces échanges aux deux pays, tout en faisant des suggestions pour améliorer la coopération dans l'avenir.

Mots-clés : échanges commerciaux, commerce extérieur, exportation, importation

INTRODUCTION

Depuis plus d'une dizaine d'années, les échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse ont progressivement augmentés selon les statistiques du commerce extérieur. Ceci grâce à des réformes économiques et une bonne stratégie de coopération qu'ils ont par la même occasion entrepris où chacun maintient une condition de cadre adéquat ainsi que ses avantages comparatifs.

Ainsi pour mieux effectués leurs échanges, ces pays sont membres de certaines organisations dont la plus importante de nos jours sur cette question est l'OMC qui est une organisation internationale de même nature que les deux institutions de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale. Par-là, on peut se poser des questions à savoir si la transparence et l'égalité de traitement dans ces échanges seront au rendez-vous. Dans le même ordre d'idée quelles seront les avantages dans les échanges commerciaux entre pays pauvres et pays riches comme le cas du Burkina et la Suisse ?

Par ailleurs dans cette étude notre travail consistera à faire ressortir en général l'analyse de l'environnement des échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse. Dans notre démarche, nous suivons un plan en quatre chapitres :

- dans le premier chapitre, nous présenterons la structure qui nous a accueilli et qui a mis à notre disposition les moyens pour la réalisation de cette étude;
- ensuite, nous ferons une présentation détaillée du sujet qui fait l'objet de notre travail dans le chapitre 2 à travers les définitions de certains termes économiques, le contexte, la justification et les objectifs de l'étude, sans oublier la revue documentaire;
- le chapitre 3 sera consacré à la présentation de notre méthodologie de travail tout en montrant les matériels utilisés dans l'étude et le plan d'analyse statistique spécifique recouru à cet effet;
- les résultats obtenus à l'issue de l'analyse des données de l'étude seront consignés dans le chapitre 4 ainsi que la discussion. Dans cette discussion, nous donnerons notre avis général sur les résultats et nous relèverons par la même occasion les avantages commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse, puis nous évoquerons quelques suggestions.

CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL DU STAGE

1. Objectif principal

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) constitue l'organisme exécutif central du système statistique national. L'INSD est chargé notamment de la mise en place d'un système national intégré pour la collecte des statistiques économiques, démographiques, sociales et environnementales, en recourant, soit à des recensements ou à des enquêtes par sondage, soit à l'exploitation des données et des banques de données sectorielles en provenance du secteur public ou du secteur privé.

2. Les missions

2.1. Quatre missions principales

- Elaborer les outils et instruments d'analyse et d'aide à la décision, notamment promouvoir la recherche, le développement des études à caractères statistique, économique et démographique suivant des principes uniformes, conformément au schéma directeur de la statistique et aux normes internationales approuvées par le Burkina Faso;
- Diffuser l'information à caractères statistique, économique et démographique suivant les normes nationales et internationales;
- Assurer la coordination des activités de l'ensemble des acteurs du système national statistique et de veiller à une bonne coopération entre eux;
- Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités adapté aux besoins du système statistique national, notamment définir et vulgariser les concepts, identifier les centres et les profils de formation, organiser des ateliers de formation, etc.

2.2. Onze missions spécifiques

- Préparer, sur le plan technique et méthodologique, la collecte des statistiques en assurant leur complémentarité et leur comparabilité;
- Effectuer le traitement, l'analyse et la publication des statistiques officielles de l'Etat, suivant les normes nationales et internationales;
- Préparer et élaborer les comptes de la nation;
- Préparer et exécuter les recensements généraux de la population et des enquêtes démographiques nationales;
- Préparer et exécuter les études et recherches en matière de population;
- Assurer le Secrétariat technique du Conseil national de la statistique (CNS);

- Etablir les budgets économiques à court, moyen et long termes à l'aide de modèles appropriés;
- Mettre en place des instruments de suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté;
- Mener des études et offrir des prestations de services;
- Mettre en place une centrale de bilans.

3. L'organisation

L'Institut national de la statistique et de la démographie est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle technique du Ministère de l'économie et des finances.

Il comprend les directions suivantes :

- Au niveau central :
 - la direction de la coordination statistique, de la formation et de la recherche;
 - la direction de la démographie;
 - la direction des statistiques et des synthèses économiques;
 - la direction des statistiques sur les conditions de vie des ménages;
 - la direction de l'informatique et de la diffusion;
 - la direction de l'administration et des finances;
 - l'agence comptable.
- Au niveau régional :
 - les directions régionales de l'institut national de la statistique et de la démographie.

4. L'INSD et l'international

4.1. AFRISTAT

Le Burkina Faso est un des dix-huit Etats membres d'AFRISTAT. AFRISTAT est une organisation internationale créée par un traité signé le 21 septembre 1993 qui a pour mission de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les Etats membres et de renforcer leurs compétences dans ces domaines et pour rôle de conseiller les instituts nationaux de statistique des Etats membres et de soutenir leur action.

Le directeur général de l'INSD est membre du comité de direction d'AFRISTAT qui assure la direction et la gestion d'AFRISTAT.

4.2. Commission statistique des Nations-Unies

L'INSD participe aux travaux des sessions annuelles de la Commission statistique des Nations-Unies.

La commission statistique est une des commissions techniques du Conseil économique et social des Nations-Unies. Elle a pour fonction d'aider le Conseil :

- (i) à favoriser le développement des statistiques sur le plan national et l'amélioration de leur comparabilité,
- (ii) à coordonner les activités des institutions spécialisées en matière de statistiques,
- (iii) à favoriser le perfectionnement des statistiques en général.

4.3. Commission économique pour l'Afrique

L'INSD participe aux travaux de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA). La CEA est une des commissions régionales du Conseil économique et social des Nations-Unies. Elle a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses 53 Etats membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.

4.4. UEMOA et CEDEAO

Le Burkina Faso est un des huit États membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). L'UEMOA a pour objectifs, entre autres, de renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des États membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique harmonisé, et d'assurer la convergence des performances et des politiques économiques des États par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale.

Le Burkina Faso est un des quinze États membres de Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La mission de la CEDEAO est de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines de l'activité économique, notamment l'industrie, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, les questions sociales et culturelles, etc.

L'INSD participe à l'ensemble des activités statistiques mises en œuvre au sein des deux organismes d'intégration régionale.

4.5. Coopération

L'INSD bénéficie principalement de l'appui de trois projets : le Projet de Développement du Système Statistique National (PDSSN), financé par la Banque mondiale, le projet d'appui au renforcement des capacités du système statistique national, financé par la commission européenne, et un projet de coopération statistique avec l'office national suédois de la statistique financé par l'agence suédoise de coopération internationale au développement.

Plusieurs partenaires techniques et financiers aussi bien multilatéraux (la BAD, le BIT, l'UNFPA, l'UNICEF, la Banque mondiale, la Commission européenne, le PNUD, l'UNESCO, la FAO, etc...) que bilatéraux (Danemark, Luxembourg, Allemagne, France, Canada) sont aussi intervenus dans le cadre d'opérations statistiques ponctuelles de l'INSD.

5. Historique

La création d'un système statistique remonte aux besoins de l'administration coloniale de mettre en place un système de recensement administratif, puis d'état civil.

En 1958, le Bureau statistique vit le jour pour devenir en février 1963 le Service National de la Statistique et des Etudes Economiques (SNSEE). En 1966, le SNSEE se mua en Direction de la Statistique et de la Mécanographie (DSM), qui entrera dans la mémoire collective comme étant le service chargé du traitement de la solde des fonctionnaires.

En 1974, la DSM devient l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) en tant que direction centrale de l'administration publique.

La recherche d'une plus grande efficacité dans la collecte, le traitement, l'analyse, la publication et la diffusion de l'information statistique a conduit les autorités à ériger l'institut national de la statistique et de la démographie, par le décret n°2000-508/PRES/PM/MEF du 27 octobre 2000, en Etablissement public de l'Etat à caractère Administratif (EPA).

En 2008, l'arrêté n°2008-157/MEF/SG/INSD du 4 septembre a amendé les attributions, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'INSD.

6. La production

L'INSD produit trois principaux types de publications : les publications à périodicités infra-annuelles, les publications à périodicité annuelle et les publications des résultats d'enquêtes.

Certaines publications et fichiers sont également disponibles sous forme de CD-Rom comme ceux des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et de l'annuaire statistique.

L'INSD dispose également d'un site web (www.insd.bf) où les publications, les statistiques structurelles et conjoncturelles ainsi que de nombreuses autres informations (présentation de l'INSD et de ses activités, présentation du système statistique national et de ses activités, etc...) sont accessibles.

Principales publications de l'INSD

Publications à périodicités infra-annuelles

- Bulletin mensuel de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)
- Tableau de bord de l'économie (trimestriel)

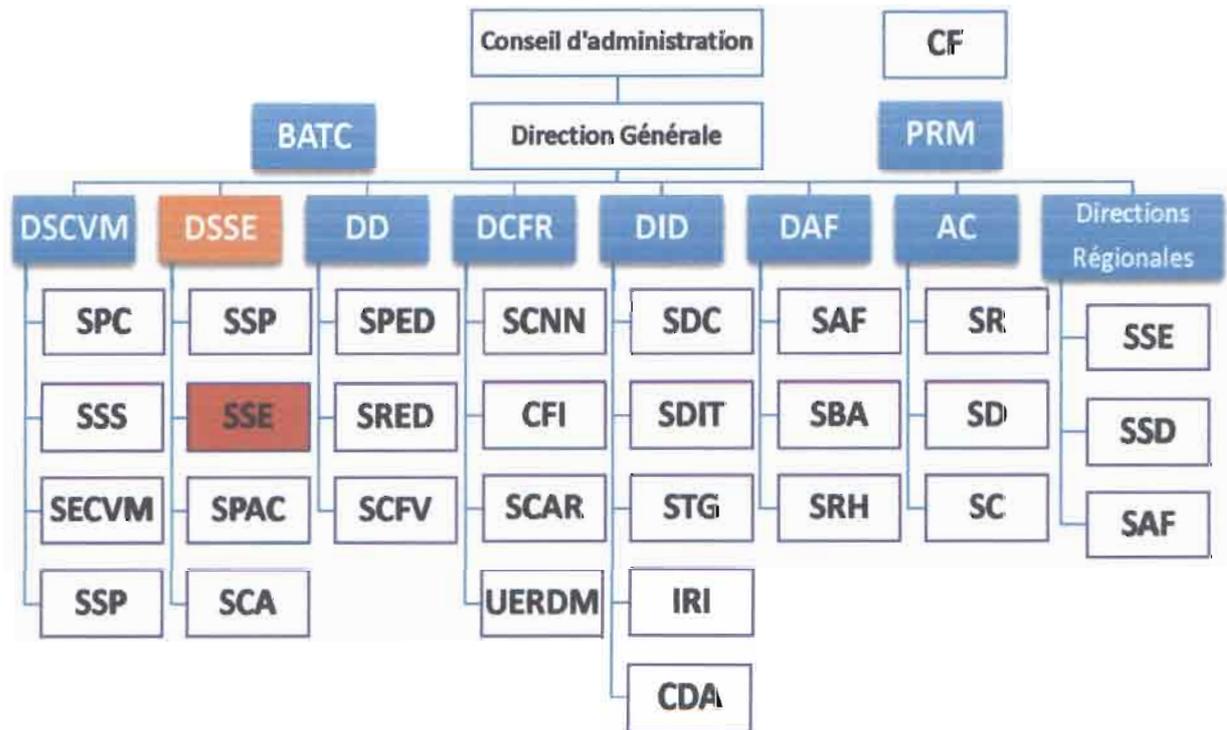
Publications à périodicité annuelle

- Annuaire statistique
- Comptes économiques de la nation
- Annuaire statistiques des directions régionales de l'INSD
- Recueils statistiques des directions régionales de l'INSD
- Tableau de bord social
- Tableau de bord de la gouvernance

Publications des résultats d'enquêtes

- Recensements généraux de la population et de l'habitation (1985, 1996, 2006)
- Enquêtes sur les conditions de vie des ménages (1994, 1996, 1998, 2002-2003, 2005, 2007)
- Enquêtes démographiques et de santé (1993, 1998-1999, 2003)
- Enquête 1-2-3 (2001-2002)
- Recensement industriel et commercial (1998)
- Enquête auprès des utilisateurs des services publics de base (2002, 2007)

7. Organigramme de l'INSD



CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET REVUE DOCUMENTAIRE

1. Définitions

Le commerce international concerne les opérations d'achat et de vente de marchandises (c'est-à-dire de biens physiquement identifiables) réalisés entre espaces économiques nationaux. Il est mesuré (en valeur ou en volume) par le montant total des exportations ou des importations de marchandises.

- Une exportation est au sens strict, une vente de marchandise par un résident à un non résident. La sortie de la marchandise du territoire national donne lieu à une entrée correspondante de devises au bénéfice de l'agent économique résident.
- Une importation est au sens strict, un achat de marchandises par un résident à un non résident, l'entrée de la marchandise sur le territoire national donne lieu à une sortie correspondante de devises au bénéfice d'un non résident. La balance commerciale comptabilise le flux d'exportations et importations de biens.

Le commerce extérieur s'effectue entre les habitants de deux ou plusieurs pays. Il comprend les importations, achats à l'étranger et les exportations, ventes à l'étranger des biens produits à l'intérieur d'un pays.

Dans l'élaboration des statistiques du commerce extérieur, les marchandises sont regroupées et classées selon des nomenclatures. Il existe plusieurs nomenclatures sur le commerce extérieur dont la "Classification Type pour le Commerce International " (CTCI) et la " Classification par Grande Catégorie Economique" (CGCE).

- La Classification Type pour le Commerce International (CTCI) est une nomenclature de marchandises établie par les nations unies. Utilisée pour les statistiques du commerce extérieur (valeurs et volumes des exportations et importations de marchandises), elle permet des comparaisons internationales des produits de base et des produits manufacturés. Son objectif est de faciliter la comparabilité des statistiques sur le commerce extérieur.
- La Classification par Grande Catégorie Economique (CGCE) est une nomenclature utilisée pour déterminer les catégories économique utilisé dans le cadre de commerce international des marchandises (produits de bases, produits semi fini).

2. Contexte du sujet

Pays enclavé d'une superficie de 274 200 km², le Burkina Faso est situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Il est limité au nord-Est par le Niger, au sud par la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana et le Togo et à l'ouest par le Mali. Sa population est estimée actuellement à près de 16,248 millions d'habitants (en 2011 source : INSD) et a un taux de croissance réel du PIB élevé de l'ordre de 4,2 % (en 2011 source : DGEP). Près de 19 % (source : INSD) de la population est concentrée dans les deux grandes villes du pays: Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Avec une densité de 60 habitants/km², cette population croît à un taux annuel moyen de 3.1% (source : INSD).

Le Burkina Faso dispose de peu de ressources naturelles, subit les aléas d'un climat sahélien avec une pluviométrie insuffisante et mal répartie, et ne bénéficie pas d'accès direct à la mer. Les infrastructures économiques y sont peu développées et beaucoup de régions enclavées sont pratiquement isolées pendant la saison des pluies. Le manque de ressources énergétiques constitue un autre handicap important. La principale ressource locale reste le couvert végétal dont la surexploitation menace actuellement l'environnement; les autres sources d'énergie sont d'origine étrangère (hydrocarbures) et sont disponibles à des coûts très élevés.

Face à cette situation, le Burkina Faso est favorable aux échanges et le gouvernement, qui contrôle les politiques fiscales, cherche à encourager le commerce et les investissements. D'importantes recettes sont générées par la TVA perçue sur les droits de douane. Cependant, les effets des crises internes et au Mali, de même que l'action des groupes islamistes radicaux au Sahel se font ressentir, faisant obstacle au commerce et aux perspectives industrielles. Aussi pour surmonter toutes ces difficultés le Burkina Faso aura besoin de l'aide de toutes ces partenaires que ce soit régionaux, multilatéraux ou bilatéraux comme la Suisse avec laquelle il a signé une stratégie de coopération.

La présente stratégie définit l'orientation à moyen terme de la coopération Suisse au développement (DDC et SECO) avec le Burkina Faso. Elle s'insère dans l'orientation stratégique que s'est donnée le gouvernement du Burkina Faso pour un développement du pays basé sur ses besoins et ses potentialités et elle présente la manière dont la Suisse entend soutenir les efforts de ce pays. La stratégie de coopération 2007-2012 valorise l'expérience capitalisée de l'engagement de la coopération internationale de la Suisse avec le Burkina Faso, ainsi que ses avantages comparatifs. Elle prend en considération l'ensemble des politiques Suisses qui donnent les références pour la politique de développement.

Pour l'essentiel les échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse sont relativement peu connues du grand public.

3. Justification de l'étude

Le Burkina Faso entretient des échanges commerciaux avec plusieurs partenaires au niveau régional (Cote d'Ivoire, Ghana, Togo), africain, européen, asiatique et le reste du monde. Les statistiques du commerce international entre le Burkina Faso et le reste du monde font ressortir que la Suisse y joue un rôle prépondérant.

4. Objectifs de l'étude

Il s'agira d'une analyse de l'environnement des échanges commerciaux entre deux pays que sont le Burkina Faso et la Suisse.

Les objectifs de l'étude sont:

- Mettre en exergue le premier rang de la Suisse sur la période d'étude;
- Identifier les principaux produits échangés suivant les nomenclatures CTCI 4 et CGCE 3;
- Montrer les avantages commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse.

5. Revue documentaire

L'analyse des échanges internationaux se doit au préalable de spécifier les déterminants du commerce international et, par la même d'expliquer pourquoi les pays échangent entre eux. Toute économie dispose de ressources limitées. Ainsi les théories du commerce international cherchent à expliquer les différents flux d'échanges entre les pays ou encore la spécialisation des pays dans certains types de produits ainsi que les avantages de cette spécialisation.

• Les thèses mercantilistes

Pour le mercantilisme, le commerce extérieur est une source essentielle de la richesse d'un pays. La puissance d'une nation dépend de sa richesse matérielle, elle-même assimilée aux métaux précieux. Seul le commerce extérieur, en dégagant un solde excédentaire peut attirer l'or et l'argent dans le pays. Pour accroître la richesse nationale il suffit de limiter les importations et d'accroître les exportations. Le protectionnisme est donc nécessaire.

Dans l'optique mercantiliste, le commerce international est un jeu à somme nulle : le gain de l'un équivaut à la perte de l'autre puisque les métaux précieux qui sortent d'un pays par le canal des importations entrent dans un autre pays grâce à ses exportations.

- Les analyses de l'école classique

Dès la fin du XVIII^e siècle, A. Smith (1723-1790) expose une analyse en termes d'avantages absolus justifiant le libre – échange.

D. Ricardo (1772-1823) améliore et approfondit la théorie D'A. Smith.

- A. Smith démontre que les nations gagnent à l'échange international à condition que chacune se spécialise dans les productions pour lesquelles elle est la plus efficace. Pour que l'échange ait lieu, il est nécessaire que le coût de production de la marchandise échangée soit inférieur dans le pays fournisseur. Il s'agit de la théorie des avantages absolus.

- D. Ricardo élargit la démonstration au cas où un pays n'a aucun avantage absolu. Il montre alors que tous les acteurs économiques concernés ont intérêt à commercer à la condition que chacun se spécialise là où il est le meilleur : c'est la théorie des avantages comparatifs.

- Les théories de protectionnisme

S'opposant aux analyses de D. Ricardo, les idées de F. List (1789-1846) sont exprimées dans son principal ouvrage intitulé "système national d'économie politique (1840)". Pour F.List le libre –échange de l'école classique ne sert qu'à masquer la domination britannique et à la renforcer en jouant des inégalités de développement entre nations. Selon List, toute nation évolue successivement de l'état « sauvage » à l'état « pastoral », puis à l'état « agricole », à l'état « agricole – manufacturier » et enfin à l'état « agricole – manufacturier – commercial ». Le passage aux deux derniers stades est entravé par les inégalités de développement et implique une intervention de l'Etat instaurant un protectionnisme éducatif, à l'abri duquel pourront se développer les forces productives (forces techniques potentielles) mais aussi institutions politiques, morales et forces financières.

CHAPITRE III : MATERIELS ET METHODES

1. Matériels

1.1. Sources de données pour les statistiques du commerce extérieur

Les statistiques du commerce extérieur peuvent être définies comme étant «une représentation globale chiffrée du trafic transfrontalier des flux de marchandises en importation et en exportation résultant d'une consolidation des informations provenant de diverses sources ».

Pratiquement, les statistiques du commerce extérieur sont élaborées à partir des déclarations douanières, produites par la Direction de l'Informatique et des Statistiques (DIS) de la direction générale des douanes du Burkina Faso.

Le fichier de déclarations douanières, lorsqu'il est mis à la disposition des services de l'INSD, est traité avec le logiciel EUROTRACE, système de gestion des bases de données qui comprend plusieurs modules (DBMS, EDITOR et COMEXT) permettant l'intégration, la gestion et le traitement des données ainsi que leur restitution sous des formats spécifiques.

1.2. Produits faisant l'objet de l'étude

Les données brutes sur le commerce extérieur proviennent essentiellement des services de la Douane. Ces données sont fournies pour tous les produits ayant fait l'objet d'une déclaration d'exportation ou d'importation (d'où l'appellation de commerce officiel ou spécial dans le vocabulaire du commerce international), en valeur et en volume, par mois, trimestre ou année.

1.3. Logiciels utilisés

Pour mener à bien cette étude, nous avons travaillé avec deux (2) logiciels pour des raisons spécifiques que sont :

- **Excel pour le traitement proprement dit**

D'abord Excel pour affiner la présentation et faciliter la lisibilité des données. De plus le tableur Excel est un logiciel très élaboré. Il permet de créer des tableaux, de les manipuler, de faire divers calculs sur les données de ces tableaux, et de construire des graphiques associés. C'est aussi un très bon outil de gestion de données.

Aussi un fichier Excel, appelé également classeur, comporte plusieurs feuilles de calcul. Ces dernières sont composées de cellules qui contiennent des données saisies ou importées par l'utilisateur. En effet, il est possible d'importer des tableaux de données provenant de source différentes comme le logiciel EUROTRACE et de les convertir selon le format d'origine.

Une fois les données installées sous Excel, on peut grâce à la barre d'outils standard, faire différents traitements sur les cellules, tels que des filtres, des tris. La barre de formule quant à elle permet de réaliser divers calculs tels que des sommes, des moyennes, mais aussi des rangs. Les outils de graphique permettent en quelques clics de concevoir des graphiques personnalisés des données sélectionnées.

En plus la barre de macro permet, comme son nom l'indique de créer des macros, c'est-à-dire automatiser des tâches qui peuvent être parfois répétitives et longues.

Ensuite, la barre de mise en forme, permet d'améliorer la mise en page des données saisies ou importées, de manière que la présentation soit plus claire et plus conviviale.

Pour finir, la barre de dessin, permet d'insérer des formes, des images, ou faire des diagrammes.

- R version 3.0.2 pour faire la prévision

Nous avons utilisé le logiciel R dans la mesure où, ce dernier est un logiciel de mathématiques appliquées, spécialisés en statistiques, qui a la particularité d'être libre (donc gratuit) et qui s'enrichit au fur et à mesure de l'apport gracieux de chercheurs du monde entier. Et qu'on peut le télécharger sur le site <http://www.r-project.org/>.

2. Méthodes

2.1. Traitement des données

Comme précédemment dit, nous avons fait l'essentiel de notre étude sur Excel après avoir tirés les données dans la base COMEXT. Ainsi dans notre étude, nous avons travaillé sur quatre (4) bases tous du commerce officiel ou spécial, par année et avaient chacune respectivement des exportations et des importations en valeur et en volume que nous les avons tous nommés :

- Une première base appelée EchangesDetails : Elle avait comme partenaire (monde et tous les autres pays) en colonne le poids net et valeur en douane des exportations de toute la période (2005-2013) ainsi ceux des importations en ligne.
- Une deuxième base du nom de l'EchangesGlobaux : qui avait uniquement la Suisse comme partenaire, dans laquelle on aura les années en colonne ainsi que les exportations et les importations et avec leurs valeurs et volumes respectifs.
- Une troisième base nommé Suisse_CTCI à la même structure que le premier, de partenaire la Suisse et l'indicateur de produit (CTCI) en colonne.
- Une quatrième, Suisse_CGCE de même que le précédent mais avec pour indicateur de produit CGCE.

Mais retenons toujours que les valeurs sont en milliards de FCFA et les volumes en poids net (Kg).

2.2. Plan d'analyse statistique

Dans notre démarche statistique, d'abord nous calculerons la somme des exportations en valeur douanière sur la période (2005-2013) pour tous les pays dans la première base. Après nous calculerons la part ou le pourcentage des exportations en valeur que représente chacun des pays de la base en question. Ceci afin de trier les pays par ordre du plus grand au plus petit selon leurs contributions dans les exportations totales en valeur du Burkina Faso.

Ensuite pour les deux autres bases qui concerne les produits échangés dans les nomenclatures CTCI 4 et CGCE 3. Le processus sera le même, à la différence le tri sera fait selon que ce soit les produits exportés ou importés suivant respectivement les nomenclatures appropriées à cet effet.

Aussi il faut noter que les tableaux et les figures seront faits sur Excel grâce à ses outils des graphiques qui peuvent concevoir des graphiques personnalisés.

Pour terminer nous établirons un modèle chronologique afin de déterminer la présence d'une tendance et/ou d'une saisonnalité de la série des exportations sur la période considérée. Ceci afin de prévoir les valeurs des exportations du Burkina Faso vers la Suisse sur quelques mois donnés.

CHAPITRE IV : RESULTATS ET DISCUSSION

1. Résultats

1.1. L'évolution générale des échanges

1.1.1. Le positionnement de la Suisse dans les échanges du Burkina Faso

Le tableau ci-dessous montre le classement par ordre croissant des échanges en valeurs, occupé par la Suisse dans les échanges du Burkina Faso que ce soit à l'exportation ou à l'importation avec ses partenaires dans les différentes années de la période d'étude.

Tableau 1 : Les rangs de la Suisse dans les échanges commerciaux du Burkina Faso

Rangs de la Suisse	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportation	1								
Importation	45	43	45	48	32	39	50	33	48

Source : INSD/DSSE/SSEC

Ainsi à travers ce tableau, on voit que la Suisse est un partenaire incontournable à l'exportation au Burkina Faso et que dans le même temps elle a un rang négligeable parmi les pays partenaire du Burkina Faso à l'importation.

1.1.2. L'évolution des exportations et des importations du Burkina Faso vers la Suisse

L'évolution des exportations et des importations du Burkina Faso vers la Suisse se présente comme suit.

Tableau 2 : Evolution des échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse

Flux	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Période 2005 2013
Exportations	47,0	57,7	60,9	86,8	169,2	403,9	762,1	716,8	683,2	2987,6
Importations	1,3	1,4	1,6	1,3	4,5	3,9	2,3	10,9	4,4	31,5
BC	45,8	56,3	59,3	85,5	164,7	400,0	759,8	705,9	678,8	2956,1

Source : INSD/DSSE/SSEC

On remarque sur la période d'étude que la balance commerciale du Burkina Faso est excédentaire dans ses échanges avec la Suisse, car ses exportations vers ce pays sont plus

importantes. En termes d'écart entre les exportations et les importations par valeur douanière, on voit que le Burkina Faso est favorisé dans ces échanges avec la Suisse.

La représentation graphique suivante confirme notre remarque.

Graphique 1: Comparaison des exportations par rapport aux importations du Burkina Faso vers la Suisse de 2005 à 2013



Source : INSD/DSSE/SSEC

On remarque que l'évolution de la courbe des exportations est largement au-dessus de celle des importations sur tout au long de la période.

1.1.3. L'évolution des parts de la Suisse dans les exportations et les importations du Burkina Faso

➤ Dans les exportations

L'évolution de la part de la Suisse dans les exportations du Burkina Faso est perceptible dans le tableau et la figure ci-dessous.

Tableau 3 : Evolution de la part de la Suisse dans les exportations du Burkina Faso de 2005 à 2013

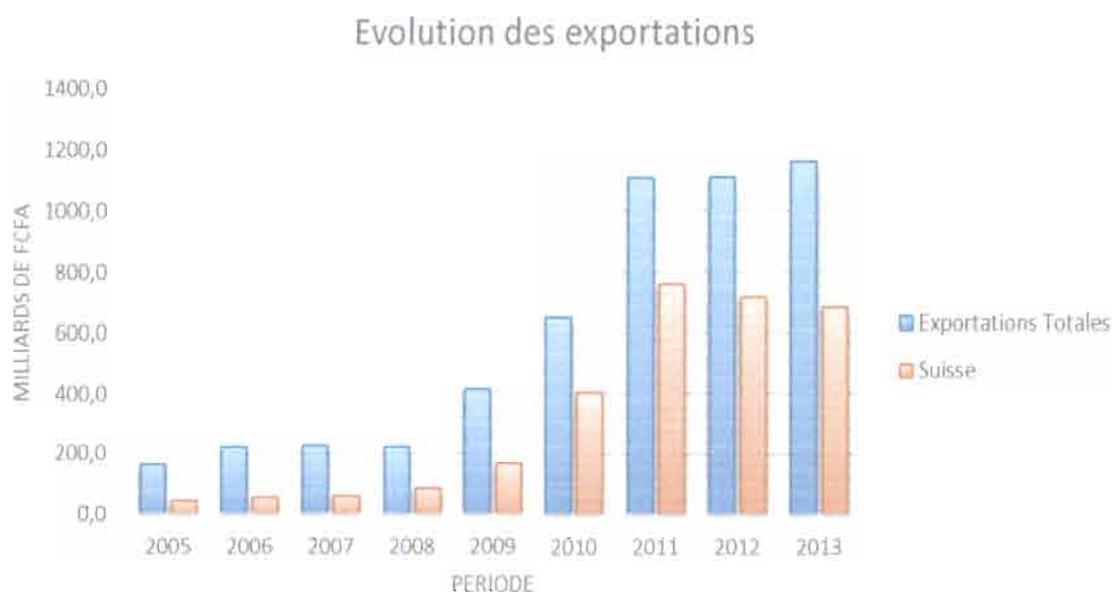
Flux	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Période 2005-2013
Part	28,6%	26,1%	26,8%	39,3%	41,1%	62,1%	68,6%	64,5%	58,8%	56,6%
Suisse	47,0	57,7	60,9	86,8	169,2	403,9	762,1	716,8	683,2	2987,6
Export Total	164,2	221,0	227,5	221,1	411,5	650,3	1110,4	1111,4	1162,5	5280,1

Source : INSD/DSSE/SSEC

Dans la période de 2005 à 2013, on remarque en général que la Suisse a contribué en grande partie dans les exportations du Burkina Faso avec en moyenne une part contributive de 2987,6 Mds de FCFA estimé à 56,6% de la moyenne des exportations totales du pays dans le même temps.

La représentation graphique de cette évolution est la suivante.

Graphique 2: Evolution de la part de la Suisse dans les exportations du Burkina Faso de 2005 à 2013



Source : INSD/DSSE/SSEC

En moyenne sur la période de 2005 à 2013, on voit que la part de la Suisse augmente presque avec les exportations totales du Burkina Faso.

➤ **Dans les importations**

L'évolution de la part de la Suisse dans les importations du Burkina Faso est visible dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Evolution de la part de la Suisse dans les importations du Burkina Faso de 2005 à 2013

Flux	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Période 2005 2013
Import Total	580,2	674,5	761,4	902,8	977,0	1067,3	1213,8	1746,9	2057,0	9981,0
Suisse	1,3	1,4	1,6	1,3	4,5	3,9	2,3	10,9	4,4	31,5
Part(%)	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,5%	0,4%	0,2%	0,6%	0,2%	0,3%

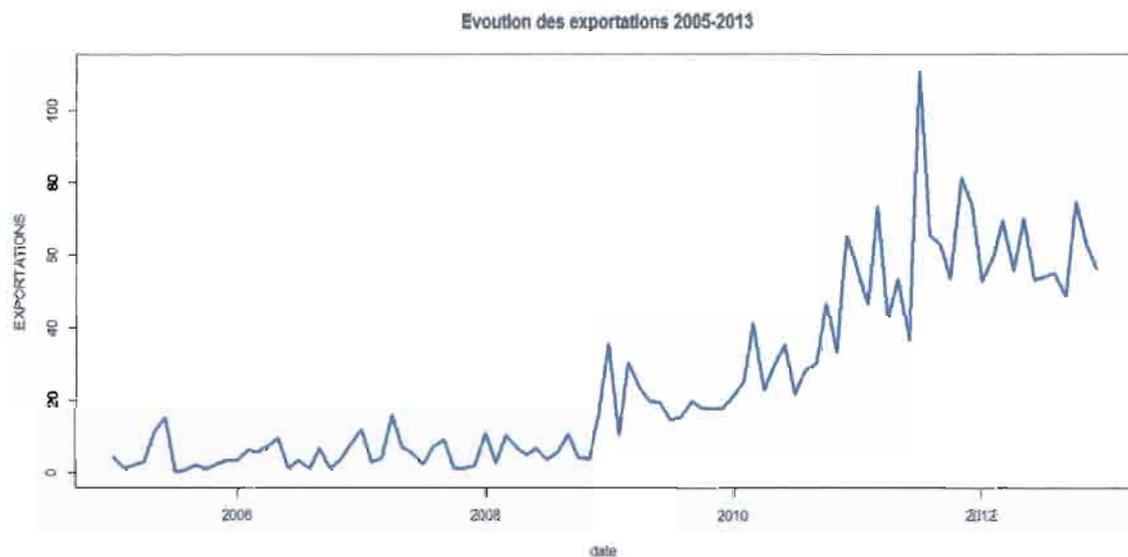
Source : INSD/DSSE/SSEC

Dans la période de 2005 à 2013, on remarque en général que la Suisse contribue en très faible partie dans les importations du Burkina Faso avec en moyenne une part contributive de 31,5 Mds de FCFA estimée à 0,3% de la moyenne des importations totales du pays à cette période.

1.1.4. Evolution de la série des exportations de 2005 à 2013

La série est constituée des valeurs des exportations sous forme mensuelle repartis sur la période de 2005 à 2013.

Graphique 3: Evolution de la série des exportations de 2005 à 2013



Source : INSD/DSSE/SSEC

La courbe de la série évolue en dent de scie et présente un pic vers la moitié de l'année 2011.

1.1.5. La prévision

Les valeurs prédites du janvier, février et mars de l'année 2014 sont les suivantes :

Tableau 5 : Les valeurs prédites du premier trimestre de 2014

Valeurs	Prédites	bornSup	bornInf
Jan_2014	49,56	78,69	20,43
Fev_2014	51,9	81,15	22,66
Mar_2014	54,25	83,74	24,76

Source : INSD/DSSE/SSEC

1.2. Les principaux produits échangés avec la Suisse

1.2.1. A l'exportation et à l'importation en nomenclature CTCI 4

➤ A l'exportation en CTCI 4

Les principaux produits échangés avec la Suisse à l'exportation en CTCI 4 sont :

- ✓ Or, non monétaire;
- ✓ Coton (non compris les linters) en masse;
- ✓ Sacs, graine et articles.

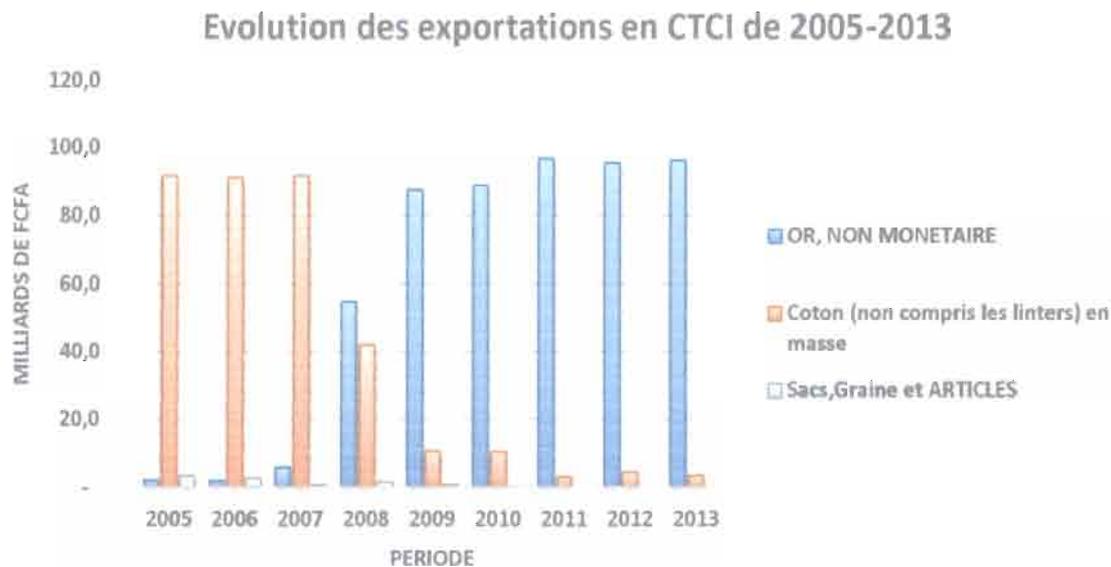
Tableau 6 : Evolution des principaux produits échangés à l'exportation en CTCI 4

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Or, non monétaire	2,3	2,0	5,9	54,7	87,4	88,8	96,7	95,6	96,2
Coton (non compris les linters) en masse	91,9	91,2	92,0	42,2	10,9	10,7	3,2	4,4	3,7
Sacs, graine et articles	3,4	2,9	0,7	1,8	1,0	0,4	0,0	0,0	0,1

Source : INSD/DSSE/SSEC

La représentation graphique de l'évolution des exportations en CTCI 4

Graphique 4: Evolution des exportations en CTCI 4 des principaux produits échangés de 2005 à 2013



Source : INSD/DSSE/SSEC

A travers ce graphique, on remarque que de 2005 à 2007 le coton était le premier produit d'exportation du Burkina Faso vers la Suisse. Mais à partir de 2008 jusqu'en 2013, l'or prend la première place au détriment du coton et devient à son tour le premier produit d'exportation du Burkina Faso vers la Suisse. Ainsi le coton perd sa première place en 2009 au profit de l'or en raison de l'émergence de l'industrie extractive dans le pays.

➤ A l'importation en CTCI 4

Les principaux produits échangés à l'importation avec la Suisse sont :

- ✓ Huiles lubrifiantes, autres huiles lourdes et préparations, nda de pétrole;
- ✓ Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus;
- ✓ Machines, appareils et engins pour la minoterie et le traitement des céréales;
- ✓ Lait et crème de lait conservés, concentrés ou sucrés;
- ✓ Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire.

Tableau 7 : Evolution des principaux produits échangés à l'importation en CTCI 4

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Huiles lubrifiantes, autres huiles lourdes et préparations, nda de pétrole	0,1	-	-	-	0,7	0,3	0,3	46,2	1,2
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	-	-	-	13,7	55,6	35,9	-	-	-
Machines, appareils et engins pour la minoterie et le traitement des céréales	-	-	-	-	-	0,0	-	37,1	-
Lait et crème de lait conservés, concentrés ou sucrés	7,8	0,7	17,5	0,9	3,6	4,3	12,1	3,3	5,2
Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire	6,8	11,2	14,6	7,9	6,8	9,3	6,1	0,6	1,5

Source : INSD/DSSE/SSEC

1.2.2. A l'exportation et à l'importation en nomenclature CGCE 3

➤ A l'exportation en CGCE 3

Les principaux produits échangés avec la Suisse à l'exportation sont :

- ✓ Approvisionnements industriels nda, produits ayant subis une transformation;
- ✓ Approvisionnements industriels nda, produits de base;
- ✓ Autres produits (bien de consommation et industrie).

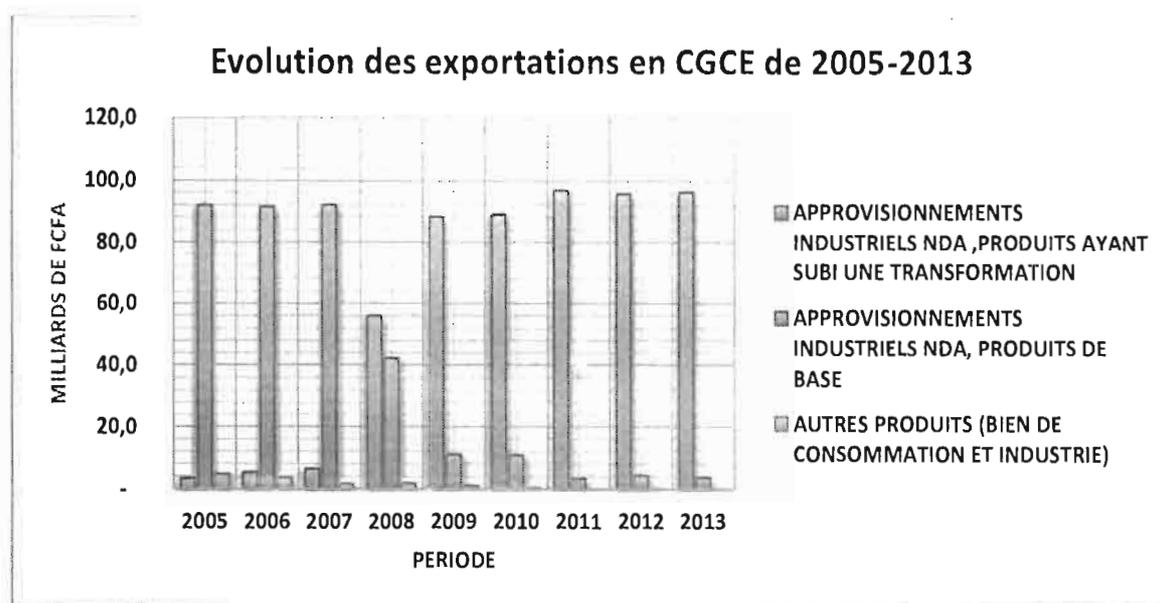
Tableau 8 : Evolution des principaux produits échangés à l'exportation en CGCE 3

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Approvisionnements industriels nda, produits ayant subis une transformation	3,3	5,3	6,3	55,9	88,1	88,9	96,7	95,6	96,3
Approvisionnements industriels nda, produits de base	91,9	91,2	92,0	42,2	10,9	10,7	3,2	4,4	3,7
Autres produits (bien de consommation et industrie)	4,7	3,5	1,7	1,9	1,0	0,4	0,0	0,0	0,1

Source : INSD/DSSE/SSEC

La représentation graphique de l'évolution des exportations en CGCE 3 de 2005 à 2013

Graphique 5: Evolution des exportations en CGCE 3 des principaux produits échangés de 2005 à 2013



Source : INSD/DSSE/SSEC

En analysant ce graphique, on remarque que de 2005 à 2007 les approvisionnements industriels de produits ayant subis une transformation prenaient la première place des exportations en CGCE 3 du Burkina Faso vers la Suisse. Cependant de 2008 jusqu'en 2013, les approvisionnements industriels de produits de base prennent la première place en dépit de ceux des produits ayant subis une transformation et deviennent à leurs tour les premiers produits d'exportation en CGCE 3 du Burkina Faso vers la Suisse.

➤ A L'importation en CGCE 3

Les principaux produits échangés avec la Suisse à l'importation sont :

- ✓ Parties, pièces détachées et leurs accessoires ;
- ✓ Produits ayant subis une transformation : autres ;
- ✓ Machines et autres biens d'équipement (matériel de transport exclu) ;
- ✓ Produits de base principalement destinés à l'industrie
- ✓ Approvisionnement industriels nda, produits ayant subis une transformation.

Tableau 9 : Evolution des principaux produits échangés à l'importation en CGCE 3

Produits	2005	2006	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Parties, pièces détachées et leurs accessoires	10,4	4,2	6,4	3,2	5,2	4,3	3,0	37,9
Produits ayant subis une transformation : autres	0,1	-	2,1	-	0,7	0,3	0,3	46,2
Machines et autres biens d'équipement (matériel de transport exclu)	20,3	16,6	12,4	27,0	9,9	15,3	36,1	4,6
Produits de base principalement destinés à l'industrie	-	-	-	13,7	55,6	35,9	-	-
Approvisionnements industriels nda, produits ayant subis une transformation	16,1	9,0	14,1	11,5	9,2	8,9	19,0	2,6

Source : INSD/DSSE/SSEC

2. Discussion

2.3. Discussion sur les résultats obtenus

Dans cette étude, nous avons d'abord cherché le rang de la Suisse parmi les partenaires du Burkina Faso que ce soit à l'importation ou à l'exportation tout en se basant sur les valeurs douanières. Et cela nous fait ressortir qu'elle est première (1ère) à l'exportation et dans le même temps quarante cinquième (45ème) à l'importation en moyenne sur la période d'étude.

Ensuite nous avons comparé les exportations par rapport aux importations du Burkina Faso vers la Suisse. Par-là, nous avons su que la Suisse constitue la destination d'importants produits burkinabé à hauteur de 2987,6 Mds de FCFA sur la période de 2005 à 2013 ce qui représente 56,6% des exportations totales du Burkina Faso. Contrairement aux exportations, les importations du Burkina Faso de la Suisse sont assez basses avec une valeur de 31,5 Mds de FCFA sur la période de 2005 à 2013 estimée dans le même temps à 0,3% des importations totales du Burkina Faso. Ainsi nous avons pu tirer une balance commerciale moyenne sur la période estimée à 2956,1 Mds de FCFA, ce qui est excédentaire dans la mesure où les exportations dépassent largement les importations. Ainsi à travers les écarts entre les exportations et les importations nous convenons que le Burkina Faso gagne en échangeant avec la Suisse.

Aussi nous avons fait une prévision sur les exportations du premier trimestre de l'année suivante c'est à dire 2014. Pour ce faire, nous avons utilisé une série de méthodes et tests statistique en se basant à chaque fois sur des hypothèses que nous chercherons à confirmer ou infirmer au fur à mesure.

- Méthode analytique: On calcule les moyennes et écarts-types pour chacune des périodes considérées et on calcule la droite des moindres carrés $\sigma = a\bar{x} + b$. Si a est nul, c'est un modèle additif, sinon c'est un modèle multiplicatif.

Dans notre étude a est nul, donc on a opté pour un modèle additif.

- Le test de Fisher à partir de l'analyse de la variance (ANOVA) permet de pallier ces deux inconvénients c'est à dire s'il existe une tendance et/ou saisonnalité dans chaque série. Si l'on a détecté un modèle additif, on procède à deux ANOVA à un facteur, l'une pour la saisonnalité et l'autre pour la tendance. En d'autres termes, on teste l'égalité de la moyenne selon le mois (saisonnalité?) et la moyenne selon les années (tendance?). Si l'on a détecté un modèle multiplicatif, on appelle plutôt une seule ANOVA mais à deux facteurs.

Là aussi nous avons trouvé qu'il n'y avait pas de saisonnalité car ANOVA avec le mois n'était pas significative.

Au vu de ces deux analyses nous avons opté pour un lissage de Holt-Winters sans composante saisonnière. Ainsi la fonction Holt-Winters() possède des arguments alpha ($\alpha = 0,05$) et beta ($\beta = 0,8$) qui permettent d'imposer les coefficients correspondants. Autrement, ceux-ci sont estimés par minimisation de la somme des carrés des résidus. Ceci nous a enfin permis de faire la prévision sur le premier trimestre de 2014.

Enfin pour rechercher les principaux produits échangés, nous avons procédé comme dans la première c'est-à-dire classer les produits toujours en fonction de la valeur en douane. Et en effectuant les choix des principaux produits en fonction de la représentativité (au minimum 70%) d'un certain nombre de produits, au maximum cinq (5) dans les échanges et selon leurs nomenclatures. Ainsi nous avons remarqué que de 2005 à 2013, le coton était le premier produit d'exportation du Burkina Faso vers la Suisse et à partir de 2008 jusqu'en 2013 l'or prendra l'ascendant sur le coton en raison de l'émergence de l'industrie extractive dans le pays. Etant donné que ces deux produits sont classés dans des catégories différentes, on observera le même scénario sur les produits en CGCE 3. En outre, aucune remarque pertinente n'est faite à l'importation des produits dans les différentes classifications.

2.4. Discussion sur les avantages commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse

2.2.1. Situation des accords bilatéraux entre le Burkina Faso et la Suisse

Depuis 1960, la Suisse et le Burkina Faso ont conclu un accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique, complété en 1978, en 2006 et en 2009 par des accords relatifs à la coopération technique et à l'aide budgétaire. Aussi la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) ont développé conjointement une stratégie de coopération. Cette stratégie a été préparée en lien avec les priorités du pays. Priorités telles qu'exprimées dans le document " Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté " (révisé 2004) ainsi que dans les plans prioritaires qui en découlent.

La présente stratégie définit l'orientation à moyen terme de la coopération suisse au développement (DDC et SECO) avec le Burkina Faso. Elle s'insère dans l'orientation stratégique que s'est donnée le gouvernement du Burkina Faso pour un développement du pays basé sur ses besoins et ses potentialités et elle présente la manière dont la Suisse entend soutenir les efforts de ce pays.

Ainsi les enjeux et les défis au Burkina Faso sont grands et les solutions s'inscrivent dans le long terme. La Suisse réaffirme son engagement de coopération internationale avec le Burkina Faso pour les années 2007-2012 et esquisse ici comment elle entend apporter sa contribution à l'atteinte des objectifs fixés dans le CSLP du pays et dans les stratégies de mise en œuvre des politiques. Elle définit la finalité et les objectifs stratégiques par domaine d'intervention en se référant explicitement aux orientations que se donne le pays.

Au final, la Suisse partage la "Vision 2025" du pays qui vise à l'horizon 2025 une société qui aura su surmonter la pauvreté et l'exclusion au profit d'une vie en dignité et en sécurité pour la population burkinabé.

2.2.2. Les faveurs accordées par la Suisse ou par le Burkina Faso pour le développement des échanges

2.2.2.1. Les faveurs accordées par le Burkina Faso

Depuis son dernier examen de politique commerciale en 2004, le Burkina Faso, avec l'appui de ses partenaires au développement, a poursuivi progressivement le renforcement des réformes économiques dans le but de rendre son économie plus compétitive et de mieux s'insérer dans l'économie mondiale pour un mieux-être de sa population.

Le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) dont l'élaboration a suivi un processus participatif incluant toutes les couches de la société et dont l'adoption a recueilli un large

consensus incluant l'entière adhésion de nos partenaires au développement, constitue aujourd'hui le document cadre de référence qui fédère toutes les politiques économiques, commerciales et sociales de notre pays. Le CSLP fait de la croissance économique le premier axe de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Cependant, les différentes révisions du document intervenues en 2003 et 2006, ont mis en évidence quelques insuffisances qui étaient principalement axées sur les secteurs sociaux. En 2009, le Burkina Faso a de ce fait opté pour une nouvelle stratégie de développement qui devrait renforcer le rôle du commerce dans le développement économique. Il s'agit de la Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable (SCADD) qui remplace le CSLP en 2011. Cette stratégie met l'accent sur les secteurs dont la croissance induit des effets plus significatifs en termes d'amélioration du bien-être de la population et de réduction de la pauvreté.

Les leviers d'une telle croissance sont entre autres, le développement des richesses naturelles, le développement des ressources humaines, le développement des infrastructures, la mise en place de politiques macroéconomiques saines et une meilleure insertion du Burkina Faso dans le marché mondial.

Les objectifs généraux que s'est fixé alors le gouvernement dans le cadre de cette politique commerciale sont:

- libéraliser le commerce;
- améliorer les conditions réglementaires de création et d'exercice de l'entreprise privée, tant pour les nationaux que pour les investissements étrangers à travers la création des centres de formalité des entreprises;
- favoriser le développement des affaires dans un cadre de sécurité juridique conforme aux normes internationales;
- poursuivre les mesures d'adaptation des réglementations nationales avec celles en vigueur à l'UEMOA, à la CEDEAO et à l'OMC;
- faciliter l'adaptation rapide aux évolutions économiques en assouplissant la législation en matière d'emploi;
- améliorer la productivité et l'efficacité des institutions d'appui au secteur privé, notamment celles gérées directement par l'État;
- lutter contre la fraude et la corruption;
- diminuer sensiblement le nombre de produits locaux dont les prix sont soumis au contrôle de l'État;

- abolir les monopôles de commercialisation et de distribution des produits de grande consommation;
- poursuivre et renforcer le dialogue permanent et productif instauré avec le secteur privé;
- réduire les coûts et/ou améliorer la qualité des services publics maîtrisés par l'État;
- améliorer les conditions de financement des entreprises en général et celles des PME/PMI en particulier;
- atténuer la pression fiscale sur le secteur formel;
- assouplir la fiscalité de porte applicable aux intrants;
- promouvoir la modernisation et l'efficacité de tous les services offerts aux entreprises;
- favoriser l'amélioration du niveau technique de la main-d'œuvre locale;
- intensifier la création et la réhabilitation des zones industrielles viabilisées;
- poursuivre l'aménagement des zones d'activités diverses viabilisées;
- favoriser la réduction de certains coûts de transport;
- améliorer l'efficacité et la fluidité des couloirs de desserte du Burkina Faso;
- diversifier les sources d'approvisionnement.

2.2.2.2. Les faveurs accordées par la Suisse

➤ Cadre général

Sa stabilité politique, économique et sociale, sa gestion monétaire prudente, son régime libéral en matière de mouvements de capitaux, sa tradition du secret bancaire et sa spécialisation historique font de la Suisse l'une des premières places financières au monde, attirant un important volume d'activités étrangères.

Le but premier de la politique économique extérieure de la Suisse est de renforcer la position économique du pays dans le monde. Plus spécifiquement, la Suisse a pour objectifs de renforcer la concurrence sur le marché intérieur, d'améliorer la réglementation concernant le commerce extérieur et de consolider ses relations avec l'UE, conformément au rapport sur la politique économique extérieure du SECO pour 2011, ainsi que de contribuer au développement économique de ses pays partenaires. Accroître l'accès aux marchés pour les produits Suisses, grâce à la libéralisation des échanges au niveau multilatéral et à des accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

➤ **Coopération en matière de politique commerciale**

Afin de renforcer les capacités nationales en matière de politique commerciale dans les pays partenaires, la Suisse a entrepris d'élargir son champ d'action, notamment dans les domaines de la propriété intellectuelle, de la transparence des marchés publics, du droit de la concurrence et des standards. Ces domaines complexes, qui ont pris une importance particulière depuis la réunion de Doha¹, constituent aujourd'hui un enjeu majeur pour les pays en développement. Une approche thématique devrait permettre d'intervenir en profondeur afin d'aider les pays en question à formuler leurs politiques commerciales et à mettre en œuvre les réformes nécessaires.

Elle implique la participation non seulement des acteurs gouvernementaux mais également du secteur privé, de la société civile et des milieux académiques. Selon les résultats et les possibilités, ce type de projet pourrait être réalisé dans d'autres régions et bénéficier plus largement aux PMA.

En effet, les pays en développement font face à des restrictions internes au commerce qui se traduisent par des coûts de transactions élevés et, partant, qui réduisent leur compétitivité sur le marché mondial. Les mesures de coopération économique Suisses visent, d'une part, à créer des conditions cadre internes plus propices au commerce et, d'autre part, à réduire les coûts des transactions et donc à améliorer la compétitivité notamment des PME sur le marché international.

La Suisse a également renforcé son programme sur des thèmes horizontaux comme le conseil et l'expertise destiné aux responsables gouvernementaux chargés des questions de commerce extérieur dans un certain nombre de pays partenaires. Un accent particulier est placé sur les procédures d'accession, la mise en œuvre des règles de l'OMC, les négociations et l'intégration commerciale régionale. En faveur des pays déjà membres, la Suisse poursuit son soutien à l'initiative multilatérale du Cadre intégré (Integrated Framework) qui vise à intégrer la composante commerce dans les plans nationaux de réduction de la pauvreté et à renforcer les capacités nationales en matière de politique commerciale de façon coordonnée.

➤ **Une politique commerciale cohérente avec la politique de développement**

Le but de la coopération économique Suisse est l'intégration progressive des pays en développement, notamment des moins avancés, dans le système commercial global. Afin de mieux servir cet objectif, la Suisse poursuit la révision de son système de préférences tarifaires

¹ Réunion de l'OMC qui s'est tenu au Qatar en 2001

tout en tenant compte des objectifs de sa politique agricole. Compte tenu des difficultés que rencontrent les pays en développement et notamment les PMA à travers l'érosion des préférences et le cadre des règles d'origine, la Suisse examine s'il est souhaitable de mieux cibler son système de préférences sur des pays dont la compétitivité économique en dépend, de réformer les règles d'origine et de promouvoir des "best practices" multilatérales à l'égard des systèmes de préférences.

Ce genre de regard sur la politique commerciale s'inscrit dans la logique de la cohérence entre cette dernière et la politique de développement. Dans cette même logique, la Suisse scrute l'impact de ses positions de négociation sur le développement économique des pays en développement. Commerce et développement ne doivent pas nécessairement se heurter. Certaines politiques sont neutres; d'autres sont favorables au développement, sans pour autant enfreindre des intérêts commerciaux (par exemple, s'engager pour une libéralisation progressive mais ambitieuse du mouvement temporaire des personnes pour la prestation de services). Toutefois, il y a également des domaines où les intérêts commerciaux et de développement s'opposent. Dans ces cas, la Suisse s'efforce de trouver des alternatives destinées à estomper ces effets contraires. Par exemple, comme le programme de réforme de l'agriculture suisse ne permet pas une ouverture rapide du marché, la Suisse s'engage en priorité en faveur de la réduction des subventions à l'exportation, d'une aide alimentaire qui n'est plus motivée par des considérations visant à éliminer des surplus agricoles et d'une réduction substantielle de la progression tarifaire dans l'industrie alimentaire. À cet effet, la Suisse a mandaté des études internes qui examinent de manière critique la présence d'une progression et de pics tarifaires ainsi que les méthodes d'administration des contingents et leurs impacts potentiels sur les exportations des pays en développement. L'examen et la discussion de ces études permettront de peaufiner la position de négociation de la Suisse.

Dans cette optique de cohérence, la Suisse cherche aussi des solutions novatrices pour pouvoir proposer une formule de réduction tarifaire pour les produits industriels qui tienne compte du niveau et du potentiel de développement commercial d'un membre de l'OMC. Par ailleurs, la Suisse réfléchit à la manière de pallier aux difficultés que les pays en développement éprouvent à répondre à de nouvelles disciplines en matière de facilitation des échanges en liant ces efforts à une assistance technique spécifique accrue.

2.2.3. Suggestions

Cependant, dans cette étude, nous avons constaté des suggestions pouvant être apporté pour améliorer d'avantage la situation du Burkina Faso dans ces échanges comme :

- la mise en place de politiques d'ouverture (politiques qui améliorent le climat des échanges) et des institutions de qualité peut être un facteur d'amortissement des chocs économiques et une prévention du risque d'instabilité politique liée aux divisions sociales;
- un niveau de développement industriel plus élevé (améliorer les industries locales) pourrait non seulement contribuer à transformer ces produits localement et accroître leur valeur ajoutée à l'exportation, mais aussi permettre de disposer sur le marché local de produits de consommation substituables aux importations;
- renforcer la collaboration avec la Suisse pour maintenir un climat favorable aux échanges commerciaux;
- établir un accord avec la Suisse pour la transformation sur place du Coton exporté vers ce pays;
- étudier la possibilité de la transformation primaire de l'Or sur place (Burkina Faso).

CONCLUSION

L'OMC offre désormais un cadre institutionnel unifié où les pays en développement peuvent bénéficier d'un traitement spécial et différencié qui tient compte de la fragilité de leurs situations économiques. Ainsi grâce à sa politique commerciale, le Burkina Faso continue de jouer un rôle actif au sein de l'OMC. Le renforcement et le développement des organisations d'intégration économique (UEMOA et CEDEAO), surtout en ce qui concerne la conclusion de l'Accord de Partenariat Économique (APE).

De ce fait en ce qui concerne les exportations du Burkina Faso, la Suisse depuis dix ans occupe le premier rang des pays acheteurs des produits burkinabé avec en moyenne 56,6% des exportations totales du pays lui est destinée. Par ailleurs les produits exportés vers la Suisse sont entre autres l'Or, Coton, Graine et Articles. Mais dans le même temps le Burkina Faso importe peu de la Suisse, et pour l'essentiel ce sont des matériaux et équipements industriels.

Ainsi, nous avons effectué notre stage de fin d'étude de la licence professionnelle de statistique, d'informatique et d'économie au sein de l'INSD. Lors de ce stage, nous avons pu mettre en pratique nos connaissances théoriques acquises durant notre formation, de plus, nous nous sommes confrontés aux difficultés réelles du monde du travail et de contribution dans une équipe.

Après notre rapide intégration dans l'équipe, nous avons eu l'occasion de réaliser plusieurs tâches qui ont constitué une mission de stage globale pour nous, entre autres l'établissement des requêtes sur les données dans la base COMEXT et aussi l'établissement d'un formulaire de saisie sur Access et sans oublier la participation à un atelier de mise à jour de la base de données du commerce extérieur.

Chacune de ces tâches, utiles au service et au bon déroulement de l'activité du travail d'un statisticien, se sont inscrites dans la stratégie de celle-ci et plus précisément dans celle du service de l'INSD en mettant en avant les différents domaines des statistiques. Nous gardons de ce stage un excellent souvenir, il constitue désormais une expérience professionnelle valorisante et encourageante pour notre avenir.

Nous pensons que cette expérience à l'INSD nous a offert une bonne préparation à notre insertion professionnelle car elle fut pour nous une expérience enrichissante et complète qui conforte notre désir d'exercer notre futur métier de « statisticien » dans tous les domaines où on aura besoin de nos services.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Examen des politiques commerciales de la Suisse : WT/TPR/G/280 19 mai 2013 page : 188 à voir sur le site de l'OMC <http://www.omc.com>
- [2] Examen des politiques commerciales du Burkina Faso : WT/TPR/G/132 24 mai 2004 page : 18 à voir sur le site de l'OMC <http://www.omc.com>
- [3] Examen des politiques commerciales du Bénin, Burkina Faso et Mali: WT/TPR/G/236 30 aout 2010 page : 44 à voir sur le site de l'OMC <http://www.omc.com>
- [5] Françoise Duboeuf : Introduction aux théories économiques, repère numéro 262, la découverte, 1999
- [6] Jean Pierre Bibeau : Introduction à l'économie internationale 5^{ième} édition, Morin (Gaëtan), 2011
- [7] Paul Krugman : Economie internationale, Person Education, 2006
- [8] Michel Rocinelli : Le commerce international, 9^{ième} édition, Découverte, 2003
- [9] Stratégie de coopération avec le Burkina Faso 2007-2012 fichier téléchargé sur www.seco-cooperation.admin
- [10] <http://www.insd.bf/> consulté le 01/10/2014
- [11] <http://www.wto.org/french/trapop-f/tp-r-rep-f.htm> consulté le 03/10/2014
- [12] <http://www.wto.org/french/trapop-f/tp-r-f/tp231-f.htm> consulté le 03/10/2014
- [13] <http://www.ddc.ch> consulté le 17/10/2014
- [14] <http://www.seco-cooperation.admin> consulté le 17/10/2014

ANNEXE

```
> ##Importation de la base
> prevision=read.table("prev.txt",dec="," ,h=T)
> attach(prevision)
> #Transformation de la série en matrice
> tab=as.matrix(tableau)
> tab=matrix(tab, nrow=12)
> dim(tab)
mois=c("Janvier", "Février", "Mars", "Avril", "Mai", "Juin",
+ "Juillet", "Aout", "Septembre", "Octobre", "Novembre", "Décembre")
> annees=2005:2013
> colnames(tab)=annees
> rownames(tab)=mois
> #Moyenne des années
> moy.annee=round(apply(tab, 2, mean), 2)
> #Ecartype des années
> ecartype.annee=round(sqrt((n-1)/n)*apply(tab,2,sd), 2)
> #Moyenne des mois
> moy.mois=round(apply(tab, 1, mean), 2)
> #Ecartype des mois
> ecartype.mois=round(sqrt((n-1)/n)*apply(tab,1,sd), 2)
> ## MCO
> lm.analy=lm(ecartype.annee~0+moy.annee)
> summary(lm.analy)
#Représentation de la droite de régression sur le nuage de points
> plot(moy.annee, ecartype.annee)
> abline(lm.analy, col="blue")
> #Procédures pour savoir s'il y a une tendance et/ou une composante saisonnière
```

```
> #Méthode analytique:
> #Création d'un vecteur qui contient les années nommé an
> an=gl(12, 9,length=108)
> an1=as.factor(an)
> #Création un vecteur qui contient les mois nommé mois
> mois=gl(12,1,length=108)
> mois1=as.factor(mois)
> #Anova pour la tendance
> anova.trend=aov(tableau~an1)
> summary(anova.trend)
> #anova pour la saisonnalité
> anova.saison=aov(tableau~mois1)
> anova.saison
> summary(anova.saison)
##Lissage exponentielle: la méthode de Holt-Winter sans composante saisonnière
> liss=HoltWinters(tableau,alpha=0.05,beta=0.8,gamma=FALSE)
> liss
> summary(liss)
plot(liss)
> re=residuals(liss)
> plot(liss$fitted)
> h <- 3
> p <- round(predict(liss, n.ahead=h, prediction.interval=TRUE), 2)
> p
```

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	iv
RESUME.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL DU STAGE	2
1. Objectif principal.....	2
2. Les missions	2
2.1. Quatre missions principales.....	2
2.2. Onze missions spécifiques.....	2
3. L'organisation	3
4. L'INSD et l'international	3
4.1. AFRISTAT	3
4.2. Commission statistique des Nations-Unies	3
4.3. Commission économique pour l'Afrique	4
4.4. UEMOA et CEDEAO	4
4.5. Coopération	4
5. Historique	5
6. La production	5
7. Organigramme de l'INSD	7
CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET REVUE DOCUMENTAIRE	8
1. Définitions	8
2. Contexte du sujet.....	9
3. Justification de l'étude.....	10
4. Objectifs de l'étude	10
5. Revue documentaire	10
CHAPITRE III : MATERIELS ET METHODES	12
1. Matériels.....	12
1.1. Sources de données pour les statistiques du commerce extérieur	12
1.2. Produits faisant l'objet de l'étude.....	12
1.3. Logiciels utilisés.....	12
2. Méthodes	13
2.1. Traitement des données	13

2.2. Plan d'analyse statistique	14
CHAPITRE IV : RESULTATS ET DISCUSSION	15
1. Résultats	15
1.1. L'évolution générale des échanges.....	15
1.1.1. Le positionnement de la Suisse dans les échanges du Burkina Faso.....	15
1.1.2. L'évolution des exportations et des importations du Burkina Faso vers la Suisse...	15
1.1.3. L'évolution des parts de la Suisse dans les exportations et les importations du Burkina Faso.....	16
1.1.4. Evolution de la série des exportations de 2005 à 2013.....	18
1.1.5. La prévision.....	19
1.2. Les principaux produits échangés avec la Suisse	19
1.2.1. A l'exportation et à l'importation en nomenclature CTCI 4	19
1.2.2. A l'exportation et à l'importation en nomenclature CGCE 3.....	21
2. Discussion	23
2.3. Discussion sur les résultats obtenus	23
2.4. Discussion sur les avantages commerciaux entre le Burkina Faso et la Suisse.....	25
2.2.1. Situation des accords bilatéraux entre le Burkina Faso et la Suisse	25
2.2.2. Les faveurs accordées par la Suisse ou par le Burkina Faso pour le développement des échanges.....	25
2.2.2.1. Les faveurs accordées par le Burkina Faso	25
2.2.2.2. Les faveurs accordées par la Suisse	27
2.2.3. Suggestions.....	30
CONCLUSION	31
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32
ANNEXE	vii
TABLE DES MATIERES.....	ix